

« En excluant la gauche, vous vous trouverez nationalement en face d'une majorité réformiste-stalinienne qui vous écrasera ou vous excluera ! »

Un an après, ils sont bien près d'en convenir. Lisez plutôt :

« Les méthodes introduites au sein des J. G. S., tendent à en faire une espèce de J. O. C. socialiste. Que nous sommes loin de la mystique et du dynamisme J. G. S. d'antan, une simple lecture de « Jeunesse Nouvelle » vous convaincra instantanément. »

René Delbrouck

(L'expérience unitaire des J. G. S.)

Et plus loin nous lisons encore :

« Où allons-nous, sinon à la liquidation politique des J. G. S. dont on renie publiquement le glorieux passé ?

J. G. S. a été jadis l'espoir non seulement des jeunes, mais aussi de milliers d'adultes, unique par la bataille de classe qu'il livrait à nos adversaires.

Notre action d'aujourd'hui désillusionne jeunes et vieux qui ne comprennent pas le pourquoi du tournant en épingle à cheveux effectué en l'espace d'une année. »

Et ainsi se réalise une partie de nos prévisions : l'exclusion des nôtres, l'entrée des J. C. et les recules constants devant les bonzes du P. O. B., ont considérablement diminué, sinon détruit, le caractère révolutionnaire du mouvement J. G. S.

Certes, Delbrouck et les J. G. S. de Liège tentent de réagir et mènent une vigoureuse offensive à cet effet, contre « L'APPARTENANCE DES EX-J. C. AU PARTI COMMUNISTE ».

Supposons une capitulation de forme des J. C.

En quoi la non appartenance au P. C. changerait-elle la politique de la J. G. S. U. ? En rien ! Et si la cassure se produit ? Qui, les camarades de Liège et d'Ougrée, trouveront-ils comme alliés ?

Le Borinage, Charleroi, Ath-Tournai, ou ceux de droite, les groupes inféodés au P. O. B. !

Et en quoi le P. O. B. est-il moins compromis que le P. C. ?

Croit-on sincèrement d'ailleurs que le P. O. B. en resterait là ?

Profitant de l'isolement de Liège (la bête noire), il exigera une soumission complète, le respect des décisions de congrès (défense nationale, collaboration au pouvoir ensemble, etc.)

Inutile de vouloir bâtir sur le sable. Il faut un programme révolutionnaire clair et précis

A la jeunesse qui se lève, il faut un drapeau sans tache.

Camarades J. G. S. de Liège et d'Ougrée, qui voulez reprendre la véritable lutte révolutionnaire, les J. S. R. vous appellent, sur la base de l'expérience vivante de l'année écoulée, à rejoindre leurs rangs, sous les plis du drapeau de la Quatrième Internationale, drapeau du Socialisme véritable, le Socialisme Révolutionnaire.

LUDOVIC.

**F. O. I.**

*Dans sa difficile mais grandiose lutte pour sa libération, le prolétariat a pour devoir impérieux de soutenir ses militants révolutionnaires frappés par la répression capitaliste.*



*Jeunes Camarades ! N'oubliez pas vos frères de lutte, adhérez au Fonds de Solidarité Internationale*

## Les Sanglants Evénements de Barcelone

Il n'est pas trop tard de revenir sur les sanglants événements qui se déroulèrent à Barcelone au mois de mai. Les journées de Mai marquèrent en effet la fin d'une période de près d'une année de luttes héroïques du prolétariat, mais aussi de faiblesse des organisations ouvrières vis-à-vis des forces démocratiques-bourgeoises et d'abandon par elles de positions stratégiques et politiques essentielles, et marquèrent du même coup le début de la période de réaction que l'Espagne républicaine subit encore en ce moment.

En son temps la presse donna sur ces événements, les informations les plus fantaisistes. Pour d'aucuns ces événements furent l'œuvre de quelques anarchistes impatientes, ayant la nostalgie de la terreur et des actions individuelles, ou, comme l'affirma avec une absence de scrupules inouïe la presse stalinienne, le résultat d'une action concertée, minutieusement organisée par les « agents directs de la Ve colonne de Franco, Hitler et Mussolini » — les « trotskystes ».

En réalité ces événements constituèrent une réaction des forces élémentaires de la révolution contre les provocations et l'avance toujours croissante de la contre-révolution démocratique. Comme nous le disions, les journées de Mai sont une conséquence et marquent la fin d'une période qui débuta par la constitution du premier gouvernement de la Généralité, gouvernement composé de tous les partis politiques et organisations — petits-bourgeois et prolétariens, — de Catalogne.

Ce premier gouvernement de collaboration se caractérisa par une attaque immédiate contre les organes du pouvoir prolétarien. Le fait que les organisations ouvrières permirent — ou même sollicitèrent — la collaboration au pouvoir des fractions petites-bourgeoises, constituait en lui-même un danger très grave pour le déroulement ultérieur de la révolution, et les conséquences ne s'en firent pas attendre. Le Comité Central des Milices Antifascistes et les Comités Antifascistes locaux furent dissous avec l'accord et le consentement de toutes les fractions prolétariennes. Ce fut là une faute mortelle du prolétariat catalan.

La militarisation des milices fut proclamée, et quoique cette militarisation resta en fait sur le papier, que les colonnes de miliciens gardèrent dans une très large mesure leur autonomie, ce n'en était pas moins une attaque directe contre le caractère prolétarien des milices. Plus tard l'expulsion de Nin de la Généralité ne fut qu'une nouvelle manifestation du glissement vers la droite de ce gouvernement. Les anarchistes, il est vrai, s'opposèrent pendant un certain temps à l'expulsion du POUM,

mais la nécessité d'obtenir des armes les fit capituler, en vain d'ailleurs, car d'armes, ils n'en obtinrent point. Avec l'aide du stalinisme, la contre-révolution venait de marquer encore un point. Elle spéculait sur les antagonismes et les faiblesses du mouvement ouvrier espagnol pour pousser activement à la reconstruction de son appareil d'Etat quasi anéanti pendant les batailles de Juillet 1936. Une des phases de cette reconstruction était la création d'une police centralisée, travaillant sous le contrôle du gouvernement, et la dissolution des patrouilles de contrôle, la police prolétarienne. Des décrets vinrent entériner cet état de choses, mais l'autorité du gouvernement n'était pas suffisante pour en imposer l'application.

En somme la situation était la suivante : les continuelles compromissions de la C. N. T. et du P. O. U. M. avaient permis à la bourgeoisie de se renforcer considérablement, mais le prolétariat détenait encore des postes importants. Une fraction importante d'ouvriers détenait encore des armes à l'arrière ; les patrouilles de contrôle exerçaient toujours leur police ; le Département de la Défense était toujours aux mains des anarchistes. En fait, le contrôle de la direction politique en Catalogne n'était pas complètement aux mains de la bourgeoisie.

Les entreprises occupant plus de 100 ouvriers étaient exploitées collectivement. Celles de moindre importance étaient ou collectivisées, ou tout au moins sous le contrôle ouvrier. Il est évident que c'était là une situation intolérable pour un état démocratique bourgeois et pour y mettre fin il fallait pouvoir disposer d'un état fort. Aussi le conflit devait-il éclater sur la question cruciale de l'application des décrets sur l'ordre public. Une crise gouvernementale dura trois semaines et n'apporta aucun changement fondamental, si ce n'est un léger affaiblissement des anarchistes. Le contrôle de la police officielle fut confié à Rodriguez Salas, stalinien 100 %. Mais la partie n'était que remise. La bourgeoisie, avec les stalinien, attendait un moment plus propice.

L'assassinat de Roldan Cortado, militant de l'U. G. T. (Union Générale des Travailleurs) le leur fournit. Aussitôt une vague de terreur déferla sur la Catalogne. Le P. S. U. C. fit battre le rappel de toutes les forces réactionnaires et petites-bourgeoises en une manifestation monstre. Toutes les organisations politiques de Catalogne, sauf la C. N. T., F. A. I. et le P. O. U. M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) y participèrent. Elle procéda d'un véritable esprit de pogrom. Les insinuations que les assassins de Roldan Cortado se trouvaient dans les rangs des « incontrôlables » — et par « incontrôla-